



## Note de presse après le ravage du cyclone Matthew

La CRAN (Cellule de Réflexion et d'Action Nationale) s'est réunie comme elle le fait habituellement le troisième dimanche de chaque mois, pour échanger sur ce qui se passe dans le pays. Quinze organisations ont participé à la réflexion. CRAN exprime sa solidarité avec le peuple haïtien touché par le cyclone Matthew, surtout la population des départements où le cyclone a frappé le plus fort : les départements du Sud, la Grand'Anse, les Nippes, le Nord-ouest et tant d'autres lieux où la population a été victime. La solidarité entre les victimes eux-mêmes dans ces moments difficiles est un encouragement pour nous tous.

Le ravage causé par le cyclone est immense ; les pertes de bétail et des récoltes ; des maisons détruites ; des gens laissés au désespoir ; les maladies menacent et réapparaissent comme le choléra et le paludisme ; dans un proche avenir beaucoup de gens peuvent bien se sentir obligés de laisser leurs habitats pour aller ailleurs avec tous les problèmes inhérents à la migration.

Toujours, des frères et sœurs ont perdu la vie ; des familles ont perdu des êtres chers, un frère, une sœur, une mère, un père, un ami, ...

Dans ces moments difficiles, c'est la solidarité du peuple qui doit l'emporter. Certes, le pays a besoin de l'aide extérieure, mais toute aide sans solidarité contient des pièges. Une aide sans transparence et solidarité crée la dépendance ; elle peut facilement se convertir en outil politique de domination qui paralyse le bénéficiaire.

Ce que le pays a vécu à l'occasion de ce cyclone, de même lors du dernier tremblement de terre, nous oblige à poser bien de questions :

- Depuis bien longtemps nous sommes conscients que le pays se situe entre deux failles sismiques, celle du Nord et celle du Sud ...
- Depuis bien longtemps nous savons qu'Haïti se situe sur une route cyclonique. Des cyclones frappent régulièrement la péninsule du Sid, comme Hazel et Flora et tant d'autres.
- **Cette situation du pays n'est pas différente des pays qui nous environnent : Jamaïque, Cuba, Nassau, République Dominicaine. Tous vivent cette même réalité, mais nous n'entendons pas qu'ils en souffrent de la même manière. Pourquoi sommes-nous devenus si vulnérables ?**

- Est-ce que Dieu nous aurait abandonné ? Est-ce que c'est nous-mêmes qui ne nous organisons pas bien ? Est-ce que l'histoire ne nous renseigne rien ? Qui sont les responsables de cette situation ? **Quand l'Etat est fort, et la société civile est forte et responsable, un pays peut gérer mieux les phénomènes naturels tout comme l'espace où il habite.**

Des constats lors du dernier cyclone : depuis quand les autorités étaient-elles au courant qu'un cyclone se préparait et pourrait toucher le pays ? La mise en garde et la mobilisation ont été entamées bel et bien à partir du samedi 8 octobre. Est-ce qu'on avait prévu partout des lieux pour s'abriter ? Le lundi 10 octobre, le département des Travaux publics a fait savoir qu'il nettoyait les canaux qui déversent leurs eaux sur les cités populaires près du bord de mer.

Voici les constats de la CRAN :

- Depuis longtemps des gens luttent pour le pouvoir dans le pays, mais il n'y a pas d'autorité vraie, personne ne se sent responsable. Quand des événements se présentent, la population est laissée à elle-même, et elle se débat les mains vides. Le pays est devenu faible et vulnérable suite à ces crises politiques.
- Lors du cyclone, des magistrats refusaient de rejoindre la population qui n'avait pas votée en leur faveur. Est-ce qu'un maire communal, n'est pas le maire de tous ? Ailleurs, 4 jours après le cyclone le dispensaire restait fermé, parce que les employés de l'Etat n'habitaient pas dans la localité. Est-ce un employé de l'Etat n'a pas l'obligation de servir la population ? **Ailleurs, des autorités cachaient la première aide reçue pour leurs seuls amis, ou pour réaliser des bénéfices sur la misère des gens ...**
- La CRAN ne comprend pas pourquoi après deux semaines, il y a ce grand écart entre le bilan des autorités et celui des autres sources. Quel serait l'intérêt qui se cache derrière les bilans ?
- **Heureusement, la solidarité permet le peuple de survivre : des gens ont ouvert leurs maisons pour servir d'abri contre les vents et les pluies du cyclone, pour accueillir ceux qui avaient tout perdu, pour partager le peu qui restait encore après le passage de Matthew. Des policiers se sont montrés responsables et ont obligé des gens de quitter leurs maisons trop proches de la mer. Ainsi ils ont sauvé des vies. Des comités de la protection civile se sont mis à l'oeuvre pour ouvrir des accès après le cyclone. Tous méritent des compliments.**

Le pays a besoin d'autorités responsables, qui comprennent et qui prennent leurs responsabilités pour les communautés qui leurs sont confiées. Le pays a besoin d'autorités qui comprennent les leçons du passé, qui savent consulter les scientifiques, et qui agissent intelligemment pour répondre aux besoins de la population.

## **Ce que la CRAN propose :**

### **Pour l'immédiat :**

- Les autorités ne peuvent pas jouer avec la vie des gens. Quand des cyclones s'annoncent, la population doit être informée et encadrée. Gouverner c'est prévoir.
- Avant et après le passage des cyclones, les cadres sur place (comme la protection civile) doivent agir à la hauteur de leurs connaissances et capacités ; l'Etat a le devoir de prévoir les moyens nécessaires.
- Le rôle du Législatif n'est pas d'organiser l'aide aux victimes à des fins électorales. La place des députés et sénateurs devrait être au parlement pour voter les lois qui s'imposent dans des situations d'urgence pour orienter l'action du Gouvernement. Maintenant, on apprend que la chambre des députés est en vacances parlementaires.
- L'Etat doit être clair concernant les documents détruits par l'eau, comme la carte d'identité, l'acte de naissance, documents de propriété de maison ou de terres. L'Etat doit expliquer comment les refaire, dans quelle condition, à quel prix et qui payera les frais. Sinon, on ouvrira un marché où un petit groupe de gens puisse s'enrichir aux dépens des victimes.
- Le Gouvernement doit en toute transparence rendre compte de l'argent prélevé comme fonds d'urgence sur les salaires des employés de l'Etat et du secteur privé.
- Le Législatif doit voter des lois en urgence sur la façon de reconstruire les habitats qui puissent résister aux ouragans et tremblements de terre. Surtout l'Etat doit décider sur sa contribution et investissements pour permettre aux gens pour reconstruire leurs habitats selon les normes prescrits.

### **Des préoccupations permanentes concernent :**

- Toute personne avec une responsabilité publique doit bénéficier d'une formation et entraînement sur les comportements à adopter en temps cyclonique, lors d'un tremblement de terre, ou quand n'importe quel événement naturel menace la vie des gens : les professeurs d'école, les autorités locales (maires, délégués de ville, asek, kasek).

Les comités locaux de la protection civile doivent être bien entraînés pour répondre aux urgences.

Les maires doivent bien être imbus de leurs responsabilités.

Les prêtres et les pasteurs doivent bénéficier d'une bonne formation scientifique pour être capable d'aider les gens et de dépasser des discours de nature résignant et démobilisant.

- Partout à travers le pays il faut prévoir des abris où se rendre pour faire face aux urgences. Les écoles et autres espaces publiques doivent être construits pour résister aux tremblements de terre et aux ouragans, afin d'accueillir les gens pour sauveur leurs vies. Le législatif doit élaborer un cadre légal ; le Gouvernement doit prévoir les moyens ; des politiques publiques doivent être établies dans ce sens.

Dans ces refuges ou abris, l'Etat doit prévoir le nécessaire pour faire face aux urgences : de l'eau buvable ; le nécessaire pour traiter l'eau ; nourriture pour quelques jours, etc. Des contrôles réguliers doivent vérifier si tout est sur place, par exemple au début de la saison cyclonique.

- Le Législatif doit élaborer et voter les lois sur l'aménagement du territoire. On ne peut continuer à construire n'importe où, comme dans les ravins et sur les côtes, près de la mer. Des zones sont à reboiser ; des zones sont à réserver pour l'agriculture ; toutes les plaines ne devraient pas être condamnées à disparaître sous le béton ...
- Toute éducation civique doit contenir un chapitre sur la responsabilité humaine au milieu de la création. Si les humains continuent à maltraiter la nature, la nature les maltraitera. Il faut bien apprendre à gérer la terre pour favoriser l'éclosion de la vie.

**De sa part, la CRAN veut :**

- Participer, ensemble avec d'autres organisations de la société civile, à l'élaboration du budget de l'Etat, pour qu'il réponde aux besoins des citoyens et citoyennes. Le budget doit prévoir une rubrique pour les urgences pour les cas de catastrophes liées à la nature.
- Participer à la mise sur pied d'une banque de données sur les ressources et personnes compétentes et capables, désireuses de contribuer à des interventions d'urgence qui frappent le pays.

Port au Prince, 18 octobre 2016

Pour la CRAN:

Pierre Yoldy Clermont, cell 4242 5501

Jean Ulrick Rateau, cell 3694 4450

Ing. Philomé Lucien, cell 3720 7416

Junie Azor, cell 3401 4973

Me Chrisnel Dorsainvil, cell 3727 4593

P. Jan Hanssens, Coordonnateur, membre CONASH, cell 4084 3139